

Avec le "Pacte", nous serons plus proches de 2 % du PIB pour la recherche en 2010 que des 3 % claironnés

1- Les chiffres bruts de la croissance apparente du financement public de la recherche

Partons des chiffres bruts pour 2005 et 2010, pour le financement public total, donnés par "l'annexe programmation" du Pacte figurant sur le site du ministère. Il est à noter qu'aucun plan pluriannuel de l'emploi scientifique n'est proposé malgré la demande quasi unanime de la communauté scientifique.

En millions d'€ courants	2005	2010	Différence	%
MIRES (budgétaire) ^a	18561	20800	2239	12 %
Agences (hors AII) ^b	350	1500	1150	320 %
Dépenses fiscales	950	1700	750	79 %
Total	19861	24000	4139	+ 20,8 %

Tableau 1 : les chiffres bruts du financement public de la recherche publique et privée

a) La MIREs, Mission de recherche et d'enseignement supérieur de la LOLF, correspond à l'ensemble des financements publics de la recherche (de l'ordre de 16 milliards) auquel on a rajouté 3 milliards de crédits d'Enseignement supérieur. Elle comprend 10 "programmes" allant de la recherche militaire à des composantes de grands programmes industriels et technologiques, en passant par les crédits et salaires des organismes de recherche et des universités (hors "vie étudiante"). Il est totalement anormal que ces 18,56 milliards n'aient fait l'objet d'aucune programmation plus détaillée sur cinq ans. Dans ce magma, les crédits hors-salaires des EPST, de la recherche universitaire et les crédits de recherche de base des EPIC (donc hors-militaire et programmes industriels) représentent 1,5 milliard dont la moitié va aux laboratoires.

b) Les agences sont financées sur les recettes aléatoires des privatisations. Le gouvernement ne décompte pas l'Agence pour l'innovation industrielle (AII), car celle-ci dispense "des prêts remboursables en cas de succès".

2- Les correctifs à introduire

- *Pour maintenir leur pouvoir d'achat de ces financements*, il faut prendre en compte l'inflation annuelle. Pour maintenir leur part dans le PIB, il faut les augmenter proportionnellement à celui-ci. Malgré l'annonce d'une reprise de l'inflation, un taux annuel de 2 % seulement a été retenu. 2 % seulement a aussi été retenu pour la croissance du PIB, bien que 2,25 % figurent dans le projet gouvernemental de janvier 2005. 4 % pour la somme des deux indices est la moyenne des dernières années.

- *C'est une manipulation grossière que de décompter les dégrèvements fiscaux* pour les entreprises comme des dépenses publiques. Cela n'a jamais été fait en France, ni dans aucun pays. Les conséquences de ces sommes sont déjà décomptées dans "l'effort des entreprises". La toute petite partie correspondant aux "donations" des entreprises au secteur public via les fondations est un moyen de plus donné au privé pour contrôler des laboratoires publics.

3- En euros constants, la vérité en face

2 % d'inflation par an cumulés sur 5 ans ramènent le montant de la MIREs en 2010 à 20800 / (1,02)⁵ soit 18840 millions d'€ constants (Tableau 2).

La croissance réelle est très modeste : 9,4 % en 5 ans (Tableau 2). Hors dégrèvement d'impôts, le financement public total (recherche, enseignement supérieur et aides *directes* au privé), s'accroît de 6,8 % en 5 ans donc de 1,3 % par an en € constants. Plus que modeste !

Une croissance zéro du financement budgétaire. La "croissance" des financements budgétaires n'est que de 279 millions en 5 ans, soit la répercussion du coût des 3000 postes arrachés en 2006 et des mesurette pour les jeunes et les carrières prises cette année. Au-delà de 2006, la stagnation sera donc totale en € constants. L'amélioration du nombre d'emplois statutaires, des crédits de base et des carrières ne sont pas prévus : la spectaculaire croissance de l'ANR n'est pas de l'argent en plus mais se fait au détriment de tout le reste. La croissance de l'emploi public se fera sur CDD de l'ANR, mais sans progression des débouchés ultérieurs.

En millions d'€ constants	2005	2010	Différence	% en 5 ans
MIRES (budgétaire)	18561	18840	279	1,5 %
Agences (hors AII)	350	1358	1008	288 %
Dépenses fiscales	950	1540	590	62 %
Total (avec dép. fiscales)	19861	21738	1877	+ 9,4 %
Total (sans dép. fiscales)	18911	20198	1287	+ 6,8 %

Tableau 2 : Le financement public hors inflation (avec et sans dépenses fiscales)

Même avec l'ANR, recherche publique et universités ne croissent que de 0,8 % par an.

La MIREs n'augmente pas; mais qu'en est-il si l'on prend aussi en compte le financement des labos publics par l'ANR ? En 2010, 1,3 milliard ira à l'ANR et 200 millions à l'ANVAR. En 2005, l'ANR déclare que 20 % de ses crédits sont allés au privé. L'argent des pôles de compétitivité provenant de l'ANR et de l'AII, ce taux montera à 30 % dès que les pôles seront bien lancés.

Avec la part de l'ANR allant au public, la recherche publique et l'enseignement supérieur (salaires et crédits) progressent de 4,3 % en 5 ans : 0,8 % par an en € constants (Tableau 3). Encore faut-il remarquer que c'est une moyenne, la MIREs contenant 10 programmes publics (dont plusieurs directement industriels) dont la croissance dans le budget 2006 est très contrastée, celui concernant notamment le CNRS et l'INSERM ayant la plus faible croissance.

En millions d'€ constants	2005	2010	Différence	% en 5 ans
MIREs (budgétaire)	18561	18840	279	1,5 %
Part publique de l'ANR	280	827	547	288 %
Total	18841	19667	826	+ 4,3 %

Tableau 3 : Financement des laboratoires de la recherche publique (en € constants)

4- La part de la recherche publique diminue dans le PIB.

L'objectif réaffirmé du Pacte pour la recherche est d'atteindre 3 % du PIB en 2010 contre 2,15 % environ aujourd'hui, soit 40 % de croissance (€ constants). Tous les avis, y compris celui du Conseil économique et social, concordent pour dire qu'il est "irréaliste" de prévoir une augmentation importante du financement privé. Tout repose donc sur le financement public. Or quel que soit le périmètre pris, même dans quand on décompte les dégrèvements fiscaux, la part du financement public de la recherche dans le PIB baisse (Tableau 4). Cette baisse est forte pour le financement budgétaire des laboratoires publics et de l'enseignement supérieur.

En partant de 19,861 milliards en 2005, pour simplement maintenir leur "pouvoir d'achat", il faudrait $(19,861 \times 1,02^5 =)$ 21,926 milliards en 2010. Pour maintenir la part actuelle du financement public dans le PIB, il faudrait $(21,926 \times 1,02^5 =)$ 24,206 milliards. Pour atteindre l'objectif de 3 % du PIB, il faudrait $(24,206 \times 1,4 =)$ 33, 889 milliards en 2010, et non 24. *Il manque 10 milliards !* (8 si on compte l'AII).

En millions € constants	2005		2010	
	Montant	% du PIB	Montant	% du PIB
PIB (+ 2 % / an en € constants)	1 710 000 ^a		1 888 000	
Fin. total avec dépenses fiscales ^b	19 861	1,16	21 738	1,15
Fin. total sans dépenses fiscales ^b	18 911	1,11	20 198	1,07
Fin.recherche publique avec ANR ^c	18 841	1,10 ^d	19 834	1,05
Fin.recherche publique sans ANR ^c	18 561	1,09	18 884	1,00

Tableau 4 : Part du financement public de la recherche dans le PIB (avec périmètres divers)

a) Extrapolé du PIB de 2004 (1648 milliards, en € constant et croissance de 2 %).; b) Montants provenant du Tableau 2.; c) Montants tirés du Tableau 3 ; .d) Ce 1,10 % comporte en fait 0,93 % de recherche (0,65 pour la recherche universitaire et les organismes et 0,28 pour la recherche militaire et les programmes industriels) et 0,17 % pour l'enseignement universitaire.

5- En 2010, on sera plus près de 2 % que de 3 % du PIB consacrés à la recherche

La programmation de l'avant-projet de loi pour la recherche de janvier 2005 prévoyait très exactement la même croissance du financement public et la même croissance des agences que le projet de pacte, ainsi qu'une prévision totalement irréaliste de la croissance du financement par le privé de sa propre recherche (près de + 40 %). Cette programmation de janvier arrivait à atteindre seulement 2,49 % du PIB en 2010. C'est écrit et donc vérifiable par chacun. Avec une vision plus réaliste du niveau de la progression de l'effort privé, c'est entre 2,15 et 2,35 % que le Pacte programme l'effort de recherche français en 2010.